

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

Service des impôts des entreprises  
TOULOUSE MIRAIL  
4 place Edouard Bouillères  
CS 85725  
31057 TOULOUSE CEDEX 1  
Tél. : 05.61.76.00.01  
BDF : 30001 00833 0000Y050031 45

**N° 3738 Original**

1/2

**Pour nous joindre**

Vos identifiants : dossier : 330189  
siret : 790257398 00012  
Votre correspondant : François GOULIN  
Tél. : 05.61.76.00.01 - Fax :  
Mél : sie.toulouse-mirail@dgfip.finances.gouv.fr  
Réception : TLJ 8H30 à 12H et 13H30 à 16H00  
sauf Merc. & Vend. 8h30 à 12H00 ou sur rendez-vous

MME AICHOUC HAYZA  
10 ALL GUILLAUME APOLLINAIRE  
31120 PORTET SUR GARONNE

**NOTIFICATION AU REDEVABLE D'UN AVIS A TIERS DETENTEUR**

N° de la notification : 2016120004  
MONTANT TOTAL : 2 470,00 EUROS

Madame, Monsieur,

Je vous informe qu'en application des articles L. 262 et L. 263 du Livre des procédures fiscales, j'ai demandé le 01/12/2016 à :  
- CAISSE D'EPARGNE CAISSE CENTRALE, 11 RUE BOURSEUL 75900 PARIS

tiers détenteur(s), de verser la somme de 2 470,00 euros, montant des impositions dont vous êtes actuellement redevable auprès du Service des impôts des entreprises TOULOUSE MIRAIL et dont le détail est repris dans le tableau figurant ci-dessous.

La somme sera versée par le (les) tiers détenteur(s) dans la limite des fonds détenus pour votre compte ou qui vous sont dus.

Dans le cas où l'avis à tiers détenteur porterait sur un ou plusieurs comptes bancaires crédités d'une créance insaisissable, reportez-vous au verso.  
Par ailleurs, en application des articles L. 162-2 et R. 162-2 et suivants du code des procédures civiles d'exécution, la banque doit laisser, à votre disposition, une somme à caractère alimentaire d'un montant égal au montant forfaitaire, pour un allocataire seul, mentionné à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles.

Tout autre motif de contestation doit être porté devant le directeur départemental des finances publiques ou le responsable du service à compétence nationale conformément aux articles L. 281 et R\* 281-1 et suivants du Livre des procédures fiscales, dans les **deux mois** de la présente notification (cf. IV au verso).

Je me tiens à votre disposition pour toute question relative à ce courrier et vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Lettre de relance ou Mise en demeure de payer	Rappel des impositions	Reste dû
141000032	- AMENDE PREVUE A L'ARTICLE 1729 A, B, C, D, E DU CGI	900,00
150905045	- AMENDE PREVUE A L'ARTICLE 1729 A, B, C, D, E DU CGI	150,00
151005026	- AMENDE PREVUE A L'ARTICLE 1729 A, B, C, D, E DU CGI	1 050,00
20150501345	- COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES / IFER	184,00
20160501320	- COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE)-MAJORATION DE 5%	186,00
	- COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES / IFER	
	- COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE)-MAJORATION DE 5%	
	Montant à reporter	2 470,00

"Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel."

"La Charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable fondées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité. Disponible sur [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) et auprès de votre service des impôts des entreprises."



Lettre de relance ou Mise en demeure de payer	Rappel des impositions	Reste dû
	Report	2 470,00
	<b>MONTANT TOTAL EUROS</b>	<b>2 470,00</b>

A Toulouse, le 01 décembre 2016

Le chef de service comptable  
M François GOULIN

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

Service des impôts des entreprises  
TOULOUSE MIRAIL  
4 place Edouard Bouillères  
CS 85725  
31057 TOULOUSE CEDEX 1  
Tél. : 05.61.76.00.01  
BDF : 30001 00833 0000Y050031 45

**N° 3738 Ampliation**

1/2

**Pour nous joindre**

Vos identifiants : dossier : 330189  
siret : 790257398 00012  
Votre correspondant : François GOULIN  
Tél. : 05.61.76.00.01 - Fax :  
Mél : sie.toulouse-mirail@dgfip.finances.gouv.fr  
Réception : TLJ 8H30 à 12H et 13H30 à 16H00  
sauf Merc. & Vend. 8h30 à 12H00 ou sur rendez-vous

MME AICHOUC HAYZA  
10 ALL GUILLAUME APOLLINAIRE  
31120 PORTET SUR GARONNE

**NOTIFICATION AU REDEVABLE D'UN AVIS A TIERS DETENTEUR**

N° de la notification : 2016120004  
MONTANT TOTAL : 2 470,00 EUROS

Madame, Monsieur,

Je vous informe qu'en application des articles L. 262 et L. 263 du Livre des procédures fiscales, j'ai demandé le 01/12/2016 à :  
- CAISSE D'EPARGNE CAISSE CENTRALE, 11 RUE BOURSEUL 75900 PARIS

tiers détenteur(s), de verser la somme de 2 470,00 euros, montant des impositions dont vous êtes actuellement redevable auprès du Service des impôts des entreprises TOULOUSE MIRAIL et dont le détail est repris dans le tableau figurant ci-dessous.

La somme sera versée par le (les) tiers détenteur(s) dans la limite des fonds détenus pour votre compte ou qui vous sont dus.

Dans le cas où l'avis à tiers détenteur porterait sur un ou plusieurs comptes bancaires crédités d'une créance insaisissable, reportez-vous au verso. Par ailleurs, en application des articles L. 162-2 et R. 162-2 et suivants du code des procédures civiles d'exécution, la banque doit laisser, à votre disposition, une somme à caractère alimentaire d'un montant égal au montant forfaitaire, pour un allocataire seul, mentionné à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles.

Tout autre motif de contestation doit être porté devant le directeur départemental des finances publiques ou le responsable du service à compétence nationale conformément aux articles L. 281 et R\* 281-1 et suivants du Livre des procédures fiscales, dans les **deux mois** de la présente notification (cf. IV au verso).

Je me tiens à votre disposition pour toute question relative à ce courrier et vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Lettre de relance ou Mise en demeure de payer	Rappel des impositions	Reste dû
141000032	- AMENDE PREVUE A L'ARTICLE 1729 A, B, C, D, E DU CGI	900,00
150905045	- AMENDE PREVUE A L'ARTICLE 1729 A, B, C, D, E DU CGI	150,00
151005026	- AMENDE PREVUE A L'ARTICLE 1729 A, B, C, D, E DU CGI	1 050,00
20150501345	- COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES / IFER	184,00
20160501320	- COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE)-MAJORATION DE 5%	186,00
	- COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES / IFER	
	- COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE)-MAJORATION DE 5%	
	Montant à reporter	2 470,00

"Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel."

"La Charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable fondées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité. Disponible sur [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) et auprès de votre service des impôts des entreprises."



Lettre de relance ou Mise en demeure de payer	Rappel des impositions	Reste dû
	Report	2 470,00
	<b>MONTANT TOTAL EUROS</b>	<b>2 470,00</b>

A Toulouse, le 01 décembre 2016

Le chef de service comptable  
M François GOULIN